

profiter des subventions gouvernementales à leur frais. Des associations de locataires se forment pour s'opposer à ces projets ou proposer d'autres solutions. Quand les locataires déménagent et que l'immeuble se vide à moitié, les services se dégradent.

● (2130)

Les propriétaires soutiennent que les subventions actuelles sont insuffisantes pour amortir tous les coûts de construction qui augmentent en flèche, ce qui fait que les loyers sont plus élevés après la rénovation et que nombre de locataires à faible revenu sont ainsi empêchés de retourner dans l'appartement qu'ils occupaient. Ce problème peut sembler quelque peu abstrait à certains ministres, mais croyez-moi, quand on reçoit des coups de téléphone de gens qui vivent dans ces immeubles depuis 30 ans, comme je l'ai dit, et que ces gens demandent où ils peuvent déménager et ce qu'ils peuvent faire, et si l'on pourrait leur trouver un autre appartement pour y aménager, le problème devient beaucoup plus réel. Je dis au gouvernement actuel que ce programme, qui coûtera 2.3 milliards de dollars en 1982, ne fait absolument rien pour résoudre les problèmes critiques de logement au Canada.

Depuis plus de 15 ans, et peut-être plus encore, les milieux universitaires reconnaissent l'importance de préserver nos villes au lieu d'étendre toujours plus les banlieues. Lors d'une séance d'information tenue pour notre comité de caucus, des responsables de la SCHL nous ont fourni des statistiques détaillées indiquant qu'au cours des vingt prochaines années, le problème du logement sera complètement différent de ce qu'il a été dans le passé. Voilà un facteur qui a manifestement échappé au gouvernement. Il faudra que des jeunes familles quittent leur appartement pour s'installer dans les maisons unifamiliales ou jumelées qu'occupent actuellement des personnes âgées qui vivraient beaucoup mieux en appartement. Il vaudrait peut-être mieux convertir des tours d'habitation plutôt que de construire de nouveaux foyers pour personnes âgées. Je me demande quand le gouvernement se penchera sur ces questions.

Je pense qu'il importe de noter le caractère extrêmement inflationniste de ce programme. Dans une publication intitulée «Inflation et politiques publiques», la Commission de lutte contre l'inflation a insisté sur le fait que les politiques économiques ne peuvent avoir d'effets considérables à cause de la lenteur de l'économie à réagir à des stimulants financiers et fiscaux. La Commission préconise des mesures sélectives pour renforcer l'économie. Le gouvernement n'a pas tenu compte de ces conseils. Au lieu d'investir davantage dans des initiatives telles que le Programme d'aide à la remise en état des logements, dont j'ai parlé tout à l'heure et qui a fait ses preuves dans le passé, il a affecté deux milliards par an à un programme dont les avantages sont douteux.

Le parti libéral a proposé un certain nombre d'autres possibilités, notamment un programme national d'aide aux locataires à l'intention des personnes âgées et des familles monoparentales qui ont de la difficulté à payer leur loyer. J'exhorte le gouvernement à étudier sérieusement ces propositions.

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire tout d'abord que mon parti se rend compte de l'importance du problème que cette mesure législative tente de

Crédit à l'intérêt hypothécaire

régler. C'est le problème très réel des gens qui veulent devenir propriétaires d'une maison ou qui en ont déjà acheté une, mais qui ont des difficultés à acquitter leurs paiements hypothécaires en raison de la hausse des taux d'intérêt et du prix initial élevé d'une maison. Ce n'est pas parce que nous ne comprenons pas la situation dans laquelle se trouvent ces personnes que nous critiquons ce projet de loi aujourd'hui et que nous le ferons également demain et dans les jours à venir. Nous estimons cependant qu'il nous incombe de signaler ce qui, à notre avis, constitue des erreurs flagrantes d'orientation qu'on relève dans le projet de loi.

Avant de commencer, je voudrais dire en réponse au député de Mississauga que les députés de notre parti ont de la suite dans les idées, puisqu'ils n'avaient jamais approuvé les concessions et les avantages proposés par le gouvernement précédent en ce qui concerne les immeubles locatifs à logements multiples. Je présume que ce n'était pas nous, mais les libéraux qu'il accusait d'avoir fait des cadeaux aux riches et de refuser aujourd'hui d'en faire aux petites gens.

Une voix: N'êtes-vous pas en faveur des petites gens?

M. Blaikie: Ce n'est pas cela. Nous croyons simplement que dans la forme actuelle du bill, beaucoup trop de petites gens ne pourront pas s'en prévaloir.

Ce soir, je vais tenter de faire ressortir certaines des implications sociales de ce bill. Je ne vais pas reprendre dans le détail les critiques que nous avons déjà formulées, mais je vais simplement résumer les objections que nous avons contre d'autres aspects du projet de loi, en particulier du point de vue de la politique sociale.

En tant que mesure fiscale, le bill est rétrograde puisqu'il donne beaucoup plus aux riches qu'aux pauvres. De plus, il prive le trésor fédéral de recettes énormes au profit d'une minorité de gens.

En tant que politique économique, le bill est mauvais, car il aura un effet inflationniste à mesure qu'augmenteront les prix des maisons. Il me semble incroyable que les députés d'en face, dont la plupart ont plus d'expérience que les députés de notre parti dans le domaine de l'immobilier, n'ont pas su voir que cette mesure aura pour effet d'inciter davantage les acheteurs éventuels à acheter et donc de pousser les vendeurs à augmenter vraisemblablement le prix des habitations afin d'en tirer profit. Il faut, à mon avis, tenir compte du caractère inflationniste évident de cette mesure.

En tant que politique économique, le bill est mauvais, car il encourage ce que nous avons coutume d'appeler, comme nous le faisons encore, ce genre de parasitisme des sociétés dans le pays. Il finira en effet par subventionner les banques, celles qui fixent les taux d'intérêt et qui profitent des hypothèques en premier lieu.

En tant que politique économique, le bill est un piètre stimulant—si tel est son objet—car c'est le genre de mesure dont il sera difficile de se défaire une fois qu'on l'aura instituée. Il sera bien difficile d'en sevrer la population.

Je m'étonne particulièrement que les députés d'en face ne semblent pas s'en être aperçu, eux qui sont en faveur d'abroger d'autres mesures législatives.